

***R-11***

SENATE



SÉNAT

STANDING SENATE COMMITTEE ON  
ABORIGINAL PEOPLES

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES PEUPLES AUTOCHTONES

Le 13 décembre 2016

L'honorable Carolyn Bennett  
Ministre, Affaires autochtones et du Nord Canada  
Chambre des communes  
Édifice de l'Est / Pièce 176  
Ottawa, ON  
K1A 0A6

Madame la Ministre,

Le comité, auquel a été renvoyé le projet de loi S-3, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription) a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 17 novembre 2016, examiné ledit projet de loi.

Le comité se pose la question de savoir s'il doit recommander que ce projet de loi ne soit plus examiné par le Sénat.

Malgré le titre du projet de loi, le comité a entendu des témoignages qui laissent à penser que des iniquités fondées sur le genre perdureront, même si ce projet de loi est adopté.

Le comité a également entendu des témoignages indiquant que la Couronne pourrait avoir manqué à son devoir de consulter en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982. Cette obligation s'applique chaque fois que la Couronne envisage des mesures ou des décisions qui pourraient porter atteinte à des droits ancestraux ou issus de traités. Un certain nombre de témoins ont souligné qu'ils croyaient qu'un projet de loi qui porte atteinte à l'accès à l'inscription, aux termes de la *Loi sur les Indiens*, de milliers de personnes des Premières Nations doit faire l'objet d'un degré approprié de consultations véritables.

Le comité recommande que le gouvernement demande à la Cour supérieure du Québec une prolongation de l'ordonnance prononcée dans l'affaire *Descheneaux c. Canada (Registre d'Affaires indiennes et du Nord)* le 3 août 2015. Le comité est d'avis qu'une prolongation permettrait au ministère de poursuivre son processus de consultation sur les iniquités fondées sur le genre en matière d'inscription.

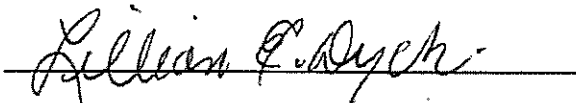
Le comité recommande également que, dans sa demande de prolongation, le gouvernement invite la Cour à envisager de permettre que les demandes d'inscription soient acceptées conformément à la décision initiale de la Cour dans l'affaire *Descheneaux*, y compris pour celles et ceux qui résident hors Québec.

Nous vous prions instamment, en votre qualité de ministre, de ne pas simplement consulter les organisations autochtones, mais également d'inclure dans ce processus de consultation des personnes qui ont été victimes d'iniquités fondées sur le genre.

Nous croyons que des consultations sur les enjeux relevant de la portée de ce projet de loi peuvent être menées à bien durant une telle prolongation. Aussi, si la prolongation est accordée, invitons-nous instamment le gouvernement à faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que tous les cas d'iniquités fondées sur le genre soient résolus et présenter au Sénat des amendements au projet de loi S-3, ou un nouveau projet de loi, permettant effectivement d'atteindre l'objectif énoncé, qui est l'élimination des iniquités fondées sur le genre.

Pour ce qui est de l'approche en deux étapes adoptée par le gouvernement, dont il a été longuement question en comité, nous confirmerions que vous avez donné au Comité l'assurance que la deuxième étape se verra accorder une grande priorité et sera menée à bien aussi rapidement que possible. Le comité confirme également votre offre de rendre régulièrement compte au comité du déroulement de l'Étape deux.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

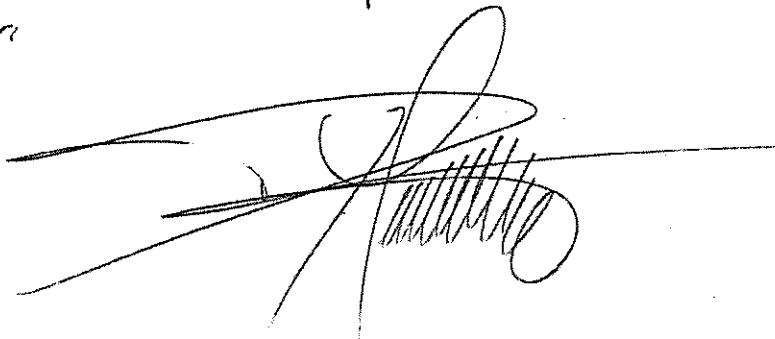
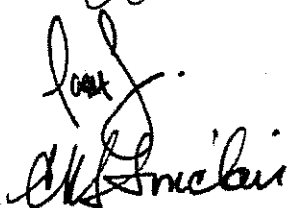
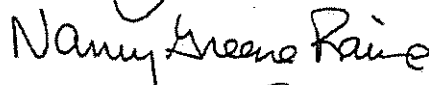
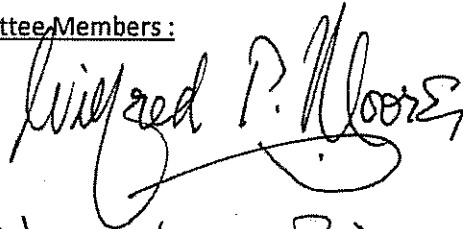
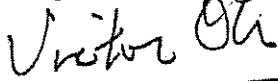
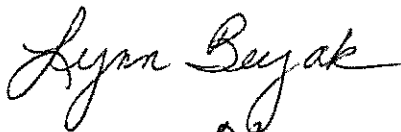


L'honorable sénatrice Lillian Dyck  
Président



L'honorable sénateur Dennis Patterson  
Vice-président

Autres membres du comité / Other Committee Members :



SENATE



SÉNAT

STANDING SENATE COMMITTEE ON  
ABORIGINAL PEOPLES

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT  
DES PEUPLES AUTOCHTONES

December 13, 2016

The Honourable Carolyn Bennett  
Minister, Indigenous and Northern Affairs Canada  
House of Commons  
East Block / Room 176  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A6

Dear Minister Bennett,

The committee, to which was referred S-3, An Act to Amend the *Indian Act* (elimination of sex-based inequities in registration) has, in obedience to the order of reference of Thursday, November 17, 2016, examined the bill.

The committee is considering whether to recommend that this bill not be proceeded with further in the Senate.

Despite the title of the bill, the committee has heard evidence to suggest that gender-based discrimination would persist even if this bill were passed.

The committee has also heard evidence that the Crown may have failed to fulfill its duty to consult under s.35 of the Constitution Act, 1982. This obligation is required whenever the Crown contemplates actions or decisions that affect Aboriginal or Treaty rights. A number of witnesses stressed their belief that a bill which affects the access to registration under the Indian Act for thousands of First Nations people must include the proper level of meaningful consultation.

This committee recommends that the government seek an extension from the Quebec Superior Court to the order pronounced by the Court in *Descheneaux v Canada (Registrar of Indian and Northern Northern Affairs)* on August 3, 2015. It is the view of the committee that an extension would allow the department to continue their consultation process on the issue of gender-based discrimination in registration.

The committee also recommends that, in seeking an extension, the government request that the Court consider allowing applications for registration to be accepted in accordance with the Court's original decision in *Descheneaux*, including those who reside outside Quebec.

We urge you, as Minister, to not only consult with Indigenous organizations, but to include in this consultation process individuals who have been affected by gender-based discrimination.

We believe that consultations on issues within the scope of the bill can be achieved during the extension period. Accordingly, if an extension is granted, we urge the government to make every effort to ensure that all scenarios of gender-based discrimination are resolved, presenting the Senate with amendments to S-3 or a new bill that achieves the stated goal of eliminating all gender-based inequities.

With regard to the government's stated two-staged approach, which was discussed at length in committee, we would confirm that you have given the committee assurances that the second stage is to be given high priority and dealt with as expeditiously as possible. The committee also confirms your offer to report back to the committee at regular intervals during Stage Two.

Yours sincerely,



The Honourable Senator Lillian Dyck  
Chair



The Honourable Senator Dennis Patterson  
Deputy Chair

Other Committee Members / Autres membres du comité:

